

## FICHE DE POSTE

### Professeur d'espagnol pour le 01-09-2026

#### INTITULE DU POSTE : **Professeur d'espagnol**

##### MISSION PRINCIPALE :

- Assurer l'enseignement de l'espagnol dans les classes du secondaire (collège et lycée).

##### ACTIVITES DU POSTE :

- Elaboration des séquences d'enseignement dans le respect des programmes et de l'hétérogénéité du niveau des élèves.
- Prise en charge des élèves dans le cadre des heures d'enseignement.
- Entretiens avec les élèves et les familles ; informations, conseils.
- Participer à la réflexion et aux projets autour de la place de l'espagnol dans l'établissement (cf. politique des langues AEFE).
- Travail en équipe avec les enseignants.
- Elaboration des évaluations dans le respect des programmes.
- Présidence de conseils de classe.
- Participation aux différentes réunions pédagogiques.

##### COMPETENCES PRINCIPALES REQUISES POUR L'OCCUPATION DU POSTE :

- Maîtrise de l'espagnol et du français.
- Maîtrise de la didactique de l'espagnol et des méthodes pédagogiques liées à l'enseignement des langues vivantes.
- Dynamisme en matière pédagogique, capacité à se mobiliser, à innover en matière pédagogique, à motiver et à intéresser les élèves.
- Sens du contact et de la communication, capacité à travailler en équipe.
- Connaissance du système éducatif français et des programmes français.

##### CONNAISSANCES ASSOCIEES :

- Maîtrise de la réglementation des établissements français à l'étranger.

##### NIVEAU D'ETUDES :

- Licence / Master.
- La priorité sera donnée à un titulaire d'un diplôme en enseignement de l'espagnol.

##### EXEMPLE DE REMUNERATION POUR UN PROFESSEUR D'ESPAGNOL AVEC EXPERIENCE

Classification de l'emploi		
Type de contrat	CDD d'un an	
Quotité	Temps plein - 18 heures par semaine	
Grille des salaires	Cat II échelon 5 (avec expérience reconnue de 6,5 ans)	
Rémunération détaillée		
Code paie	Description	Montant
<b>Salaire</b>	Salaire de base brut mensuel	1 866,93 €
<b>ICV</b>	Indemnité de cherté de vie (15% du salaire de base brut)	280,04 €

<b>ISO</b>	Indemnité spécifique d'orientation (Montant versé sur 10 mois)	120,00 €
<b>TOTAL BRUT SALARIE MENSUEL</b>		<b>2 266,97 €</b>
<b>SGK</b>	Cotisations sociales locales obligatoires (15% du salaire brut total)	340,05 €
<b>NET A PAYER</b>		<b>1 926,92 €</b>

#### Clauses

L'estimation salariale communiquée au candidat est établie sur la base des informations fournies dans le curriculum vitae et lors des entretiens.

Cette estimation n'a qu'une valeur indicative et ne constitue pas un engagement contractuel.

En cas de divergence entre les informations déclarées et les documents justificatifs effectivement présentés, l'employeur se réserve le droit de revoir la rémunération proposée ou d'interrompre le processus d'embauche sans indemnité.

Le salarié s'engage à remettre à l'employeur, dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'entrée en fonction, tous les documents justificatifs relatifs à son identité, sa formation et son expérience professionnelle.

Le non-respect de ce délai constituera un motif légitime de résiliation immédiate du contrat.

L'employeur se réserve expressément le droit de vérifier, à tout moment pendant la période d'essai, l'authenticité des documents fournis.

En cas d'irrégularité ou de falsification, le contrat pourra être résilié de plein droit, sans préavis ni indemnité.

#### AUTRES ELEMENTS DE REMUNERATION

##### Autre indemnité

Une indemnité dite « prime d'installation » est versée à l'occasion de l'embauche d'un employé sous contrat local, en CDI ou en CDD d'au moins six mois.

Le montant de cette prime est validé par le directeur de l'AEFE sur proposition du chef d'établissement. Ce montant varie selon le lieu de résidence au moment du recrutement (hors de la préfecture d'Ankara ou hors de Turquie).

Ce montant varie selon le lieu de résidence au moment du recrutement :

- 3 000 € si la personne recrutée habite en Turquie, hors la préfecture d'Ankara

- 5 000 € si la personne recrutée vient d'un autre pays que la Turquie. Dans le cas du recrutement par le lycée d'un couple de personnels sous statut de droit local, la première personne touchera la totalité de la somme due et l'autre, la moitié de la somme.

La prime d'installation ne peut pas être versée à un salarié de droit local dont le conjoint perçoit de son employeur, autre que le LFCDGA, une prime de déménagement (équivalent de l'indemnité de changement de résidence des personnels détachés de l'AEFE).

En cas de démission dans les six premiers mois du contrat, le personnel devra rembourser la moitié de la prime d'installation.